

G20 : trois fois zéro et gesticulations en vain

Attac France analyse la déclaration finale du G20 de Pittsburgh.

Pour la troisième fois en moins d'un an, **le G20 vient d'administrer la preuve de son obstination à conforter le système financier mondial dans ses pires travers, ceux qui ont conduit à la plus grave crise depuis quatre-vingts ans.**

Les décisions

Bonus : l'arbre qui cache la forêt

Le G20 braque les projecteurs sur les bonus des traders : les bonus pourront être fixés "en pourcentage du revenu net bancaire", lorsqu'une banque "ne dispose pas de fonds propres suffisants". Les traders seraient récompensés quand ils font faire des bénéfices à leur banque et seraient pénalisés en cas de perte. Qu'est-ce que ce système, sinon une légitimation des profits d'une finance « socialement inutile » par définition, selon les propres termes de M. Adair Turner, président de l'Autorité des services financiers du Royaume-Uni ?

G20 et FMI : les nouveaux directoires de l'économie mondiale

Le G20 annonce le retrait du G8 pour se promouvoir nouveau gouvernement de l'économie mondiale, laissant de côté une grande partie de l'humanité, celle qui est la plus pauvre. La modification minimale des droits de vote au sein du Fonds monétaire international en faveur des pays émergents n'est pas en mesure de changer véritablement la réalité du pouvoir ni les fondements de ses politiques d'ajustement structurel.

OMC : la libéralisation des marchés reste la seule solution

Encore une fois, le G20 a défendu une conclusion du cycle de Doha à l'OMC dès l'année prochaine. "Nous maintiendrons l'ouverture et la liberté des marchés et réaffirmons les engagements pris à Washington et à Londres : nous nous abstenons d'élever des obstacles aux investissements ou aux échanges de biens et de services ou d'en imposer de nouveaux" et "nous ne recourons pas au protectionnisme financier, notamment à des mesures qui restreindraient les flux de capitaux à l'échelle mondiale". **L'idéologie néolibérale est intacte, malgré les dégâts qu'elle a entraînés depuis 30 ans.**

Les absences

Les paradis fiscaux seront-ils démantelés ?

Non, ils sont blanchis, alors qu'à peine 5% d'entre eux ont signé des accords de coopération qui ne les engagent à pas grand-chose tant que les banques et les fonds spéculatifs ne seront pas empêchés d'y faire des opérations marquées par la fraude et l'évasion fiscales. Et la plupart des secrets des banquiers resteront bien enfouis.

Les marchés de gré à gré et les hedge funds seront-ils interdits, et les produits dérivés et la titrisation fortement encadrés ? Les banques de dépôts et les banques d'affaires seront-elles séparées ?

Non, tous les mécanismes financiers pratiquement incontrôlables sont maintenus et ils continueront à imposer des critères de rentabilité exorbitants et à générer des actifs financiers dont la valeur sera d'autant plus fictive qu'elle sera énorme.

Les transactions financières seront-elles taxées ?

Non, et pour donner le change, quelques voix gouvernementales parlent de la taxe Tobin, mais c'est aussitôt pour la rendre facultative, pour lui fixer un taux ridiculement bas, ou conditionner sa mise en œuvre à l'accord de l'ensemble des places boursières. De quoi rassurer les financiers.

Des mesures concrètes et efficaces seront-elles prises au niveau international contre le changement climatique ?

Non, l'appel des pays du G20 sur la question apparaît complètement creux, puisqu'aucune proposition concrète en terme de mesure et de financement n'est avancée. **Leur intention affichée de "ne pas ménager leurs efforts pour conclure un accord à Copenhague" ne doit pas faire oublier que les positions actuelles des pays riches empêchent tout accord sérieux, à la hauteur des exigences écologiques.**

Les conclusions d'Attac

Le G20, dans ses trois réunions de Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009) et Pittsburgh, confirme que **les gouvernements des pays les plus puissants considèrent que le système financier doit être remis en selle et non pas remis en cause** : la foi en la capacité des marchés à s'autoréguler reste globalement intacte. Pourtant, la gravité de la crise, s'étendant de la finance à l'économie, au social et à l'écologie aurait dû servir de dernier avertissement.

Le sauvetage des banques et de l'ensemble du système financier sans aucune contrepartie pour la société, la relance de l'économie à coups de déficits publics sans imaginer un mode de développement écologique, et les attermolements face au dérèglement climatique dont la régulation est confiée au marché créeront malheureusement les conditions d'une prochaine crise encore plus grave.

Les services publics, l'assurance maladie et les retraites continuent d'être privatisés dans les pays du G20, sous la pression des compagnies d'assurance et des fonds de pension, acteurs majeurs de la spéculation financière.

Les revenus du capital ne seront pas limités et ceux du travail attendront d'être revalorisés. Le G20 ne dit rien sur cette question d'autant plus cruciale que la montée extraordinaire des inégalités est l'une des principales raisons du caractère systémique de la crise.

L'association Attac réaffirme son opposition radicale à un système économique et financier prédateur et inégalitaire et son engagement en faveur :

- ▶ **d'une socialisation du secteur bancaire et financier avec un contrôle citoyen ;**
- ▶ **d'une taxation internationale des transactions financières ;**
- ▶ **d'une limitation stricte des revenus financiers ;**
- ▶ **du placement hors marché des biens publics mondiaux ;**
- ▶ **d'une régulation mondiale de la finance, de l'économie et de l'écologie (en particulier du climat) sous l'égide de l'ONU.**

Contacts presse :

Dominique Plihon : 06 82 22 27 11 et Jean-Marie Harribey : 06 85 71 25 82